

La crise ! Quelle crise ou plutôt : quelles crises ? La crise actuelle n'en dissimule-t-elle pas d'autres, qui ne se seraient pas encore manifestées ?

Allons-nous bénéficier d'un redémarrage, soudain et fort, des économies ? Plus forte est la dépression, plus forte serait alors la reprise... Ou, au contraire, la crise marque-t-elle le début d'une croissance économique globale plus faible ? Entrons-nous dans une période prolongée de stagnation déflationniste, appelée à se transformer, par la suite, en stagflation ? Ou dans une succession de brèves reprises entrecoupées de récessions ? L'économie américaine va-t-elle repartir la première et tirer derrière elle les économies européennes et mondiales ? Ou assisterons-nous à une reprise sélective, avec, d'une part, une forte croissance des économies émergentes, de plus en plus couplées entre elles et, d'autre part, une faible croissance prolongée des autres économies ? Les conséquences de la crise vont-elles permettre aux économies émergentes de réussir à attirer les meilleurs scientifiques et les entrepreneurs les plus dynamiques, leur offrant budgets de recherche et fiscalités favorables, pour convertir leur nouvelle puissance économique en des positions industrielles dominantes dans les industries de demain ?

par André LAMOTTE*

* Centralien, Ph.D. MIT, MBA Harvard, fondateur de sociétés pharmaceutiques et biotech.

Passons en revue la situation des différents blocs économiques face à la crise, pour tenter de répondre à ces questions :

Traditionnellement, les Etats-Unis ont toujours eu rebondir et tirer profit des crises. Ils restent le premier pays en matière d'innovations technologiques et, surtout, ils savent les transformer efficacement en nouvelles sociétés industrielles grâce à un système très performant constitué d'entrepreneurs, d'investisseurs en capital-risque et d'un marché boursier pour les entreprises de haute technologie.

En revanche, ils doivent aujourd'hui affronter simultanément quatre problèmes de nature économique : 1) le déficit du budget, 2) le déficit de la balance des paiements extérieurs, 3) la croissance très forte et incontrôlée de ces deux déficits (la croissance est un paramètre aussi important pour la valorisation économique que le niveau des bénéfices ou des pertes en valeur absolue) et 4) la régression du Dollar en tant que monnaie de réserve. Historiquement, les Etats-Unis ont eu beaucoup de mal à gérer de front deux de ces problèmes (l'économie américaine a été très pénalisée en périodes de double déficit et ce n'est que grâce à un Dollar qui restait la monnaie de réserve principale, qu'elle a pu attirer les capitaux étrangers lui permettant de financer ces déficits). Jamais auparavant ils n'ont été confrontés, au même moment, à quatre problèmes macroéconomiques majeurs, des problèmes qui, de surcroît, peuvent s'amplifier mutuellement et déclencher ainsi une spirale économique incontrôlable.

Ces déficits colossaux et les taux actuels d'intérêt très bas ne laissent aucune marge au gouvernement américain pour faire face à toute nouvelle crise macroéconomique. Cette aptitude à pouvoir (ou non) absorber une nouvelle secousse est un des critères les plus importants permettant de comparer l'aptitude des grands blocs économiques à sortir de la crise. Quels pays disposent encore de réserves suffisantes pour faire face à tout nouvel *after-shock* de la crise ou pour capitaliser sur les opportunités créées par elle ?

A court terme (mais probablement pas avant 2011), on peut s'attendre à une reprise normale du cycle économique. Mais deux facteurs extraordinaires, en plus d'un taux de chômage élevé, vont probablement retarder et freiner cette reprise :

- le sentiment de perte de richesse, car beaucoup d'Américains ont manqué la remontée des cours boursiers ;
- la charge des dettes contractées dans le passé.

Ces deux facteurs vont causer une chute durable de la consommation américaine qui ne pourra plus être alimentée par de nouveaux emprunts.

A moyen et long terme, trois autres facteurs pénalisent l'économie américaine :

- les besoins financiers gigantesques pour moderniser l'infrastructure trouveront difficilement leur place dans les budgets ;
- la réforme du système de santé, aussi louable soit-elle humainement, est très mal conçue et arrive au plus

mauvais moment (l'élargissement de la couverture médicale n'aurait dû se faire qu'après correction des inefficacités du système actuel, et il aurait donc dû être étalé sur une durée minimale de dix ans).

- un double problème politique : l'absence de résultats de l'administration Obama faisant suite à de très grands espoirs, et la scission du parti Républicain par les Evangélistes, rendant plus délicate sa capacité d'incarner une alternative aux Démocrates, même si ceux-ci vont probablement perdre le soutien de la majorité des électeurs. Peut-être assisterons-nous à l'émergence d'un troisième parti ?

En intégrant tous ces facteurs, je ne prévois pas une certaine reprise avant 2011, et encore va-t-elle rapidement perdre son souffle, la croissance réelle restant faible pendant plusieurs années. Si cette reprise est initialement forte, elle déclenchera rapidement de l'inflation et une augmentation des taux d'intérêt, qui la freineront. Si elle est progressive, elle exacerbera le déficit du budget ce qui contraindra son accélération. Ben Bernanke a eu le courage d'augmenter le taux d'intérêt avant la reprise (leçon tirée des périodes passées où il était encore possible d'endiguer une inflation naissante avant qu'elle ne soit devenue incontrôlable). Entre les deux maux que sont l'inflation et une reprise un peu plus lente, mieux vaut choisir le second. La période actuelle apparaît comme une réminiscence des années Carter, qui ont été caractérisées par une succession de faibles reprises et de récessions.

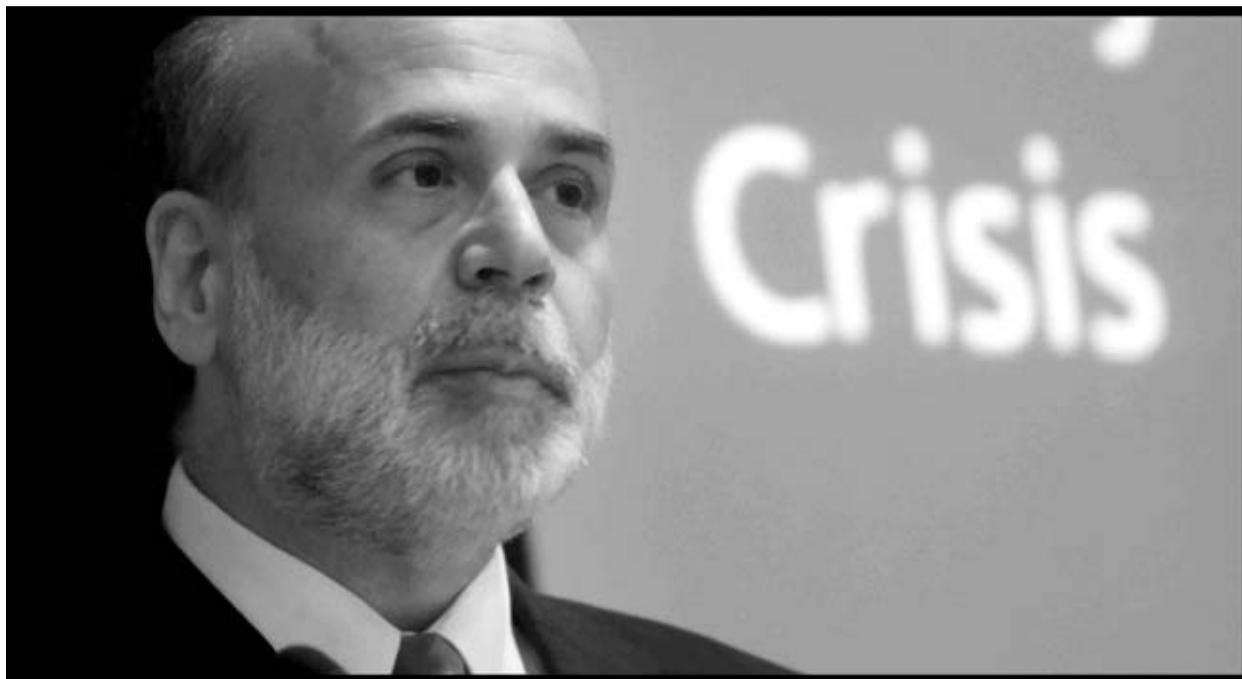
Les Etats-Unis ne seront plus la « locomotive » susceptible de tirer l'Europe et l'Asie et de les sortir ainsi de la crise et ce, du fait de la réduction inévitable de sa consommation et de la faiblesse du Dollar.

La Chine va être confrontée à une chute importante et subite de sa croissance en 2010, suite à une réduction durable des achats de produits chinois par les consommateurs américains et européens ; cette chute risque d'être médiatisée comme étant l'explosion de la « bulle économique chinoise », avec des conséquences exagérées sur les marchés financiers, tant asiatiques que mondiaux.

Mais la Chine ne saurait se permettre de croître à un rythme inférieur à 5 % par an, sans risquer de graves tensions internes. Elle a donc, fort judicieusement, avec moult effets médiatiques, lancé des « grands travaux » afin de substituer de la demande intérieure à la demande extérieure. Malheureusement, ce « stimulus » est lent à mettre en place et il n'aura que peu d'effets d'entraînement sur les autres économies.

La Chine est devenue dépendante des Etats-Unis pour ses exportations et ses réserves en Dollar. Ce couplage des deux plus grandes économies représente un grand risque pour l'économie mondiale, car il repose sur des bases en partie malsaines et potentiellement instables :

- un double chantage, plus ou moins explicite : les Etats-Unis menacent la Chine de quotas ; la Chine menace les Etats-Unis de « dumping » du Dollar ! Le taux de change de la monnaie chinoise, le *renminbi*,



© C. Bibby/Financial Times-REA

« Ben Bernanke a eu le courage d'augmenter le taux d'intérêt avant la reprise (leçon tirée des périodes passées où il était encore possible d'endiguer une inflation commençante avant qu'elle ne soit devenue incontrôlable). Entre les deux maux de l'inflation et d'une reprise un peu plus lente, mieux vaut choisir le second ». *Ben Bernanke, président de la Réserve fédérale américaine, en janvier 2009.*

maintenu à un niveau artificiellement bas, exacerbe ces tensions ;

- une mauvaise compréhension réciproque et une mauvaise communication entre les deux géants mondiaux, qui semblent s'être aggravées depuis les débuts de l'administration Obama ;
- des risques de confrontations géopolitiques, exacerbés par la difficulté croissante des Etats-Unis à continuer à assumer leur rôle de superpuissance.

La Chine souffre d'une corruption endémique, de *bad debts* et de l'inefficacité de son secteur nationalisé. Elle saura gérer son problème de *bad debts* en évitant qu'il ne paralyse sa croissance (comme cela fut le cas pour le Japon). Elle pourra aussi, progressivement, privatiser et reconvertir un bon nombre de ses entreprises nationales. Mais elle ne pourra que contenir son problème de corruption, qui continuera à pénaliser son économie. Son système politique, même s'il est critiquable, a remarquablement fonctionné et il a toujours surpris ses détracteurs, en anticipant et en surmontant les défis auxquels il est confronté (personnellement, je ne commencerai à m'inquiéter que le jour où ce système politique se relâchera).

Toutefois, à moyen et long terme, la Chine ne pourra pas continuer à croître au même rythme et de la même façon, et ce, pour de multiples raisons : des problèmes politiques avec les Etats-Unis et d'autres pays (déficits commerciaux insupportables ; pollution) ; des difficultés grandissantes à se procurer des matières premières ; la réévaluation du *renminbi* ; la concurrence grandissante d'autres pays émergents offrant une main-d'œuvre éduquée et à faibles coûts.

La Chine doit faire évoluer son économie et son portefeuille industriel. Elle ne pourra le faire qu'en prenant « une part de marché » importante des grandes innovations, celles qui créent de nouvelles industries ou des avantages concurrentiels durables. Elle n'en est encore, dans ce domaine, qu'au début d'un long apprentissage, et elle commet inévitablement des erreurs. Sa pratique d'un espionnage industriel systématique va se retourner contre elle, par l'isolement de ses chercheurs. Elle a beaucoup à gagner dans des collaborations avec le Japon, avec la Russie et avec l'Europe, si, toutefois, ces collaborations sont conçues sur le modèle gagnant-gagnant. Je ne pense pas que la Chine va réussir sa mutation industrielle, car celle-ci requiert un trop grand changement de comportement, qui se heurtera à de fortes barrières culturelles.

Par contre, la Chine a développé des relations économiques florissantes avec d'autres grands pays et d'autres grandes régions pleines d'avenir : le Brésil, l'Asie Centrale et l'Afrique. Les achats chinois de matières premières ont aidé le Brésil à développer une monnaie forte et stable, des surplus et une « spirale économique positive », avec, pour la première fois, l'enrichissement d'une classe moyenne grandissante, qui consomme. Ces pays vont graduellement acheter plus de produits chinois et compenser ainsi la diminution des exportations chinoises à destination des Etats-Unis et de l'Europe.

Le Japon va nous surprendre, positivement. Ce pays souffre moins de la crise que les Etats-Unis et l'Europe, car il bénéficie de la croissance économique chinoise et asiatique (ses produits sont indispensables à des consommateurs qui continueront à les acheter, même



© Yi Fan/Featurechina/ROPI-REA

« La Chine est devenue dépendante des Etats-Unis pour ses exportations et ses réserves en Dollar. Ce couplage des deux plus grandes économies représente un grand risque pour l'économie mondiale, car il repose sur des bases en partie malsaines et potentiellement instables ». *Affiche représentant un billet de 100 \$ froissé et percé d'une fléchette, à Hefei dans la province d'Anhui (Chine), en février 2010.*

s'ils doivent, pour cela, réduire leurs dépenses, par ailleurs).

Le Japon est en train de réussir un changement profond de sa société, qui va la rendre plus souple, capitalistique, inventive et entrepreneuriale (avec pour conséquence des différences grandissantes entre riches et pauvres). Cette mutation va lui donner un nouveau souffle d'expansion économique en ajoutant de nouveaux secteurs à son portefeuille industriel. Commencée voici dix ans, celle-ci va prendre encore plusieurs années, même si elle commence, d'ores et déjà, à porter certains fruits. La réforme du système politique japonais reste le plus gros obstacle ; elle ne se fera qu'avec un changement de génération.

Quelles conséquences cette transformation du Japon aura-t-elle ?

- un Japon plus actif sur la scène politique internationale, émergeant en tant que deuxième leader en Asie, face à la Chine, mais en restant plus proche des Etats-Unis ;
- un partenariat économique durable avec la Chine, car le Japon a réussi ce dont la Chine a le plus besoin : le développement de positions dominantes à long terme dans certains secteurs industriels, grâce à son savoir-faire et à sa capacité d'innovation ;
- un rôle de médiateur, en cas de crise entre la Chine et les Etats-Unis, pouvant si nécessaire soutenir le Dollar.

Le reste de l'Asie va être confronté à une croissance économique plus faible, qui va perdurer jusqu'à l'établissement d'un nouvel ordre économique en Asie. Toute explosion de bulle en Chine se répercutera de manière amplifiée dans les autres pays asiatiques, cela, au détriment des bourses mondiales.

L'Inde est moins liée aux économies les plus affectées par la crise. Elle a réussi, comme le Japon, à développer des positions industrielles solides dans plusieurs secteurs. Elle va poursuivre son développement dans la stabilité.

Le Brésil est devenu une économie stable qui va continuer à croître fortement malgré la crise et le ralentissement des grandes économies. Il bénéficie, pour la première fois, d'une monnaie stable et d'une main-d'œuvre bien formée (scientifiques, ingénieurs), avec de bas salaires. Il a réussi à prendre des positions industrielles solides (Petrobras, Vale). Il a aujourd'hui des réserves pétrolières importantes. Il est devenu un important partenaire économique de la Chine. Enfin, il a établi une position très forte en Afrique (dans les anciennes colonies portugaises, notamment) et il va rapidement dominer l'Amérique latine.

L'Europe, enfin, va continuer à subir la crise et à connaître une faible croissance pendant de longues années, mais elle dispose de plus d'atouts que la presse financière internationale ne lui en accorde.



© The New York Times/REA

« Le Brésil est devenu un gros partenaire économique de la Chine ». *Chargement de soja destiné à l'exportation vers la Chine, dans une ferme près de Rondonopolis (Brésil, Etat du Matto Grosso), en décembre 2009.*

La crise économique n'a fait qu'en exacerber une autre, résultant d'une mutation économique et industrielle difficile, entamée voici de cela plus de deux décennies. Les problèmes de l'Europe sont bien connus :

- des coûts de main-d'œuvre et des charges sociales trop élevés (à l'exception des nouveaux pays de l'Est), des restes de mentalité de lutte des classes (moins présents en Allemagne et dans le Nord de l'Europe), et des rigidités du droit social... qui, non seulement ont rendu non rentables beaucoup de productions industrielles, mais découragent de nouvelles implantations. Comme souvent, les interventions étatiques et législatives visant à préserver les emplois et les acquis sociaux, finissent par avoir des effets économiques opposés. Et, chose encore plus grave, elles ont un « coût d'opportunité » économique considérable, car elles entravent le redéploiement des ressources vers les secteurs les plus porteurs ;
- une Europe du Sud malade pour de nombreuses années encore ;
- des populations vieillissantes, vivant au-dessus de leurs moyens (coûts de la santé, retraites).

Ses atouts :

- un potentiel d'innovation sous-exploité, tout particulièrement en matière de transformation d'inventions en *businesses* ;
- une jeune génération de scientifiques, ingénieurs, techniciens et commerciaux ayant compris qu'elle ne doit compter que sur elle-même pour survivre et qui s'expatrie volontiers ;

- d'indéniables opportunités géopolitiques.

L'Europe n'a plus de droit à l'erreur. Elle doit se reformer le plus vite possible, réaliser pleinement son potentiel d'innovations et convertir efficacement celles-ci en nouveaux produits et en nouveaux secteurs industriels. J'ai essayé de mettre en avant, ci-après, des idées concrètes dans mon domaine (la création de sociétés à partir de découvertes scientifiques).

Voici, tout d'abord mes conclusions, sur la crise et ses conséquences :

- il n'y aura pas de reprise avant le milieu (voire la fin) 2011 ;
- une croissance lente s'inscrivant dans la durée, risque de déboucher sur une « stagflation » ;
- il existe un risque réel d'*after-shock* (peut-être à l'occasion de l'éclatement de la bulle chinoise ?) ;
- le Brésil, l'Inde et le Japon traverseront la crise sans encombre ;
- tous les autres pays devront s'ajuster à une croissance plus faible ; pour ce faire, ils devront faire face à des crises spécifiques ;
- les places boursières et l'économie mondiale restent vulnérables à un nouveau choc, toujours possible ;
- comme pour les entreprises, les pays les mieux armés pour faire face à la crise et à un taux de croissance plus faible sont ceux qui sont les moins endettés et présentent les déficits les plus faibles, les « frais fixes » les moins importants, les populations les plus jeunes, et le moins possible de rigidités.

Pour terminer, permettez-moi de proposer ces quelques idées d'entrepreneur :

Mettre en place un fond non bureaucratique pour soutenir des entrepreneurs locaux et français expatriés (idéalement, associés) créant des sociétés au Brésil, dans les pays de la future Union de la Méditerranée, dans les pays du Golfe et en Afrique. Priorité serait donnée à des découvertes émanant de scientifiques français et européens, susceptibles de donner naissance à de nouvelles industries, à de nouveaux produits pour les consommateurs des pays émergents (comme les motocyclettes vendues par la Chine en Afrique).

Quatre conditions *sine qua non* sont indispensables pour assurer un succès opérationnel :

- un comité d'investissement formé d'entrepreneurs privés ;
- un budget et une organisation de *due diligence* permettant une évaluation indépendante, en profondeur, des projets d'investissement, avec un budget de recherche de marchés permettant d'identifier des produits répondant aux besoins des consommateurs des économies émergentes ;
- un fonds indépendant de toute structure bureaucratique existante, mais ouvert à quelques grands groupes industriels ayant des activités « *d'intrapreneurship* ».
- une intervention du fonds conditionnée par le fait que des investisseurs privés co-investissent la majorité du capital.

Créer quelques instituts industriels, avec pour chacun une spécialisation dans un secteur, selon le modèle du Centre Suisse de Microélectronique et Microtechnique

(rattaché à un grand centre universitaire, mais tout en étant indépendant). Ces centres seraient financés essentiellement par l'industrie pour exécuter, chaque année, une cinquantaine de projets de R&D industrielle. Chacun d'entre eux s'appuierait sur une trentaine de professeurs ayant une double titularisation (dans une grande université ou une grande école, et dans le centre), et sur plusieurs centaines de chercheurs maîtrisant toutes les techniques de pointe applicables au secteur considéré.

Voici quelques suggestions de secteurs :

- les nouvelles technologies dans le secteur de l'énergie ;
- les nouvelles technologies de production industrielle : robotisation, création de prototypes de nouveaux produits, simplification du *design* de prototypes pour les adapter à une production à grande échelle, unités-pilotes et soutien pour établir une production dans un pays bénéficiant d'une main-d'œuvre bon marché. Cela pourrait permettre de récupérer et de capitaliser un savoir-faire français, perdu lors de fermetures d'usines et de délocalisations.

- les nouveaux produits de consommation *high-tech*.

Collaborer avec le Brésil dans de nouvelles entreprises industrielles, en particulier en Afrique (les sphères d'influence respectives de la France et du Brésil y sont considérables et sont complémentaires entre elles).

Enfin, collaborer avec la Chine, afin de développer de nouvelles industries dans une coopération gagnant-gagnant, créatrice d'emplois et de savoir-faire complémentaires dans les deux pays, permettant ainsi d'éviter un pillage technologique.